

SERVICE PUBLIC

C'est l'affaire de toutes et de tous !

A la veille de l'ouverture de négociations le 19 mai, les fonctionnaires sont mobilisés et appellent à une grande manifestation le 15 mai. Ils ont raison et le Front de gauche les soutient.

Sanctionné aux municipales, François Hollande aurait pu entendre la colère des urnes. Au contraire, il a choisi d'accélérer sa politique favorable aux puissants. Il a décidé d'amplifier la mise en œuvre d'une politique d'austérité, avec l'objectif de réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique. Hollande et Valls inscrivent leurs choix politiques dans les pas de la commission européenne et de Merkel.

L'austérité imposée aux usagers

Ce choix de l'austérité, imposé au plus grand nombre pour préserver les dividendes d'une minorité, aura des conséquences pour tous les usagers.

L'amputation de 50 milliards sur la protection sociale, les salarié-e-s, les retraité-e-et les collectivités locales va se traduire par une aggravation de la casse des services publics. Tous les secteurs, la santé, l'école, la petite enfance, les aides aux personnes âgées, les transports, seront impactés.

Et immanquablement cela va se traduire par une nouvelle dégradation de la qualité du service public rendu, des conditions de travail des agents.

Conséquences : les inégalités de traitement vont se généraliser, créant plusieurs catégories de citoyen-ne-s, et les besoins fondamentaux seront inaccessibles pour des pans entiers de la population.

La précarité grandissante des agents

Les services publics continuent ainsi de subir des suppressions d'emplois, à la suite de la décision de Sarkozy du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux. C'était et cela demeure une décision sans rapport avec la réalité des besoins, de plus en plus importants.

Le gel de la valeur du point entamé sous l'ère Sarkozy en 2010 a été maintenu par François Hollande, jusqu'en 2017. La traduction immédiate, c'est la perte de pouvoir d'achat qui année après année s'accumule. De la même manière, les qualifications ne sont plus reconnues, les déroulements de carrière sont étriqués et misérables.

La précarité s'étend dans le service public.

D'autres choix sont possibles

Pour le Front de gauche, les services publics doivent satisfaire les besoins des populations et l'intérêt général, et ne doivent pas être livrés à la cupidité des intérêts privés et des marchés financiers !

Tout au contraire, pour les financer et assurer leur modernisation, leur développement, nous voulons mettre à contribution les profits colossaux des grands groupes et les dividendes vertigineux des actionnaires dont l'utilité sociale est nulle.

C'est là où se trouve la source d'un rebond de notre économie et non dans le racket des salariés et de leurs services publics.

Nous proposons de reprendre le pouvoir sur la finance et de porter une nouvelle ambition de coopérations et de solidarités.

Le 25 mai en votant pour la liste Front de gauche, vous direz non à la finance et aux politiques d'austérité imposées en France et en Europe. Oui à l'Humain d'abord.

**FRONT
DE GAUCHE**

MEETING à MARSEILLE MERCREDI 21 MAI à 18h30

Place Villeneuve-Bargemon (à côté de l'Hôtel de Ville)

**avec les candidats Marie-Christine Vergiat,
Eric Coquerel, Anne Mesliand, Jacques Lerichomme**